

OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE ET AUSTÉRITAIRE. IL N'Y A PAS DE FATALITÉ !

La rentrée scolaire 2023 a fait la Une des plateaux télé et des journaux. Pour parler des conditions de travail des personnels et des élèves, d'une précarité croissante, du manque d'enseignant.es, d'AESH, d'infirmier.es et médecins scolaires, des dégâts de l'école néolibérale... ? Non, bien entendu. L'Elysée a lancé un écran de fumée opaque mais offensif, autour de l'abaya, de l'uniforme obligatoire, d'une rentrée au 20 août fondée sur un constat mensonger, ou sur l'abaissement brutal du niveau de qualification pour les recrutements d'enseignant.es, révélant un tournant autoritaire dans leur néolibéralisme de plus en plus inquiétant.

ATTAL, MINISTRE DES FAITS DIVERS !

Bourdieu évoquait déjà il y a 50 ans l'usage de la « fait diversion » en politique. Dans un invraisemblable méli-mélo, le ministre Attal instrumentalise les drames liés au harcèlement et durcit le ton : désormais à l'école primaire, des élèves pourront être exclus, sous la responsabilité du directeur. Une démonstration saisissante de l'« innovation pédagogique », de cette « école du futur » chère à Macron et aux new managers que de laisser ces enfants chez eux, c'est-à-dire souvent à la rue, sans poser aucun acte rééducatif. Encore un grand progrès.

L'Abaya, il en est question dans tous les médias depuis la déclaration d'Attal cet été. Présentée comme un phénomène massif et grandissant, visiblement constaté par toutes et tous, cela constituerait donc, dans la foulée des amalgames, un danger imminent de prosélytisme religieux.

Dans la réalité des faits, qui connaissait seulement ce mot avant le mois de juillet ? Qui en discutait dans les chaumières avant qu'il ne soit omniprésent dans les médias ?

Quel est donc l'objectif du gouvernement ? **Nos collègues du lycée Utrillo à Stains (93) l'ont dénoncé par leur grève dès cette rentrée. Sur leur lycée a été affiché : « comparer des lycéennes à des terroristes, c'est non ! ». La stigmatisation et la pression de contrôle sur les jeunes des quartiers populaires s'accroît, particulièrement les jeunes filles.** Il y a quelques temps nous avons eu le droit au débat sur le Crop-top. Là aussi le gouvernement se voulait moralisateur et directif sur les tenues vestimentaires des jeunes filles. Régler des problèmes de fond ? Non ! Relayer les thèmes historiques de l'extrême droite ? Oui ! Voilà le message de notre nouveau ministre.

JEUNESSE POPULAIRE, JEUNESSE DANGEREUSE.

Embrigadement par le SNU, augmentation pharaonique du budget de l'armée, propagande et recrutement dans les établissements scolaires... tout cela vise à mettre la jeunesse au pas. D'ailleurs la circulaire sur l'Abaya affirme sans nuance qu'elle remet en cause les « valeurs de la république ».

Mais derrière ce paravent, de quoi est-il question ? Que sont les valeurs d'une république qui refuse le vote parlementaire ou un référendum sur le recul de l'âge à la retraite à 64 ans, rejeté par 93% des travailleurs.es actifs, qui criminalise et réprime dans la plus grande brutalité l'action syndicale, le droit de grève et de manifestation... La critique d'une politique antisociale, est-ce être antirépublicain ? N'est-ce pas logique quand on est éducateurs ou élèves aujourd'hui, et que l'on exerce son aspiration à la démocratie et à transformation d'un système en société ? Les émeutes qui ont entouré le meurtre de Nahel ont un sens politique. Le 30 juin 2023, Alliance et Unsa police publiaient un appel à la sédition gravissime[1], appelant à durcir la répression contre « les hordes sauvages », « l'heure étant au combat contre ces nuisibles ». Des propos de déshumanisation et d'appel dignes de la radio mille collines au Rwanda qui appelait les génocidaires hutus à massacrer les tutsis. Depuis cet appel haineux de fractions importantes de la police, depuis les déclarations du chef de la police pour refuser pour ses troupes de choc le principe d'égalité devant la loi, le silence du gouvernement et de ses « valeurs républicaines » est assourdissant. Pour le coup, la conséquence logique serait d'interdire les uniformes à l'école. Par ses annonces de l'été, le gouvernement a choisi de suivre l'extrême-droitisation de sa police.

[1] Le SE-UNSA, syndicat de l'Éducation, a fermement condamné cette publication

UNE RENTRÉE CATASTROPHIQUE, ENCORE !

Alors que le ministère Blanquer a réprimé, insulté les collègues en grève contre la casse du Baccalauréat et les épreuves anticipées en mars, le bilan catastrophique de la dernière année a obligé le gouvernement à un ahurissant rétropédalage pour les reprogrammer en juin. **Le rétropédalage est devenu à la mode : l'an passé, le ministère Ndyaye tentait de revenir sur l'abandon des maths au lycée.**

Des dégâts considérables entre temps, mais ni mea culpa, ni réhabilitation des collègues sanctionnés.

La réforme du Lycée professionnel est toujours sur les rails. Reportée en partie, elle vise toujours à spécialiser les établissements selon le bon vouloir du patronat et à mettre au pas les collègues du lycée pro et la jeunesse !

Dans le premier degré, c'est la publication du décret Rilhac sur les directeurs d'écoles qui ont désormais une « autorité sur l'ensemble des personnes présentes dans l'école pendant le temps scolaire ». **On renforce le pouvoir managérial, on tente de casser la souveraineté du conseil des maîtres, notamment sur la question du sens du travail, pour faire taire les collègues, entraver leur liberté pédagogique,** afin d'appliquer en bons soldats les recettes du ministère pour une école du conservatisme social, sous sa forme autoritaire ou néolibérale, qui ont pour constante de considérer l'élève comme un objet et l'éducation comme une marchandise.

C'est plus de 3 000 enseignants qui manquent en cette rentrée, c'est une augmentation de la précarité des personnels... Des conditions de plus en plus catastrophiques. Des classes surchargées, des établissements délabrés, de salles qui atteignent les 30 degrés avec 35 élèves en cours... C'est aussi les collègues AESH qui n'ont toujours pas signé leur contrat alors qu'elles sont parfois d'ores et déjà en classe. 300 postes d'AESH 1er degré manquent dans le Val d'Oise : des centaines d'enfants seront privés de l'assistance à laquelle ils ont droit, des centaines de classes seront en souffrance. Par contre, le ministère envoie toutes ses troupes dans certains établissements pour vérifier l'habillement des filles.

UNE RÉPONSE COLLECTIVE ET VITE !

Nos revendications nous unissent, quel que soit notre métier ou notre statut :

- contre le manque de moyens dans l'éducation,
- pour une augmentation des salaires pour toutes et tous sans conditions face à une inflation qui n'en finit pas (400 euros par mois tout de suite pour tous.tes ! 10% inconditionnel de revalorisation du point d'indice ! Abandon immédiat du Pacte, du travailler plus pour gagner moins sous la coupe hiérarchique qui divise nos collectifs de travail)
- mais aussi pour nous libérer du « travail empêché » que le management hiérarchique cherche à nous imposer et affirmer que l'école, c'est nous, tous ensemble qui la faisons. C'est donc à nous de décider de ce que nous y pratiquons, en réaffirmant nos valeurs : celles du service public, du bien commun, pour faire des humains avec de l'humain.

À l'image des collègues de certains établissements qui sont déjà en grève ou en droit de retrait comme à Utrillo à Stains, Barbusse à Saint Denis, Maryse Condé à Sarcelles, Effeil à Gagny, il n'y a pas de fatalité.

Partout il faut se réunir, recenser nos besoins, en discuter avec les collègues, les regrouper à l'échelle de l'établissement, de la ville, du bassin... Pour pouvoir dessiner des réponses collectives émancipatrices pour les personnels et les élèves.



cgteduc95.org



[Cgt_educ95](https://twitter.com/Cgt_educ95)



[cgt educ'action 95](https://www.facebook.com/cgt.educ.action.95)



[Cgt_educ95](https://www.instagram.com/Cgt_educ95)